

If not for profit,
for what and how?

S O C I A L
E N T E R P R I S E

Qualification et Formation par le travail dans les Entreprises Solidaires

Carolina Orquiza CHERFEM

EMES-SOCENT Conference Selected Papers, no. LG13-32

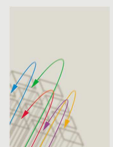
4th EMES International Research Conference on Social Enterprise - Liege, 2013

Interuniversity Attraction Pole (IAP)
on Social Enterprise (SOCENT) 2012-2017

and



 **EMES network**



© Carolina Orquiza Churfem 2013. EMES-SOCENT Conference Selected Papers are available on the EMES website (www.emes.net) and on the SOCENT website (www.iap-socent.be). These papers do not undergo any editing process. They are published with the support of the Belgian Science Policy Office, within an Interuniversity Attraction Pole (IAP) on social enterprise entitled "If not for profit, for what? And how?".

INTRODUCTION

Bien que l'Économie Solidaire soit un phénomène social de plus en plus connu et étendu, on constate une certaine difficulté à la définir théoriquement, du fait de la diversité des formes prises par ses expérimentations et de sa polysémie. Actuellement, il existe une grande variété d'usages du terme « Économie Solidaire », il est utilisé différemment par les politiques publiques, par les mouvements sociaux ou par les multiples expériences pratiques qui manient cette proposition dans différentes parties du monde.

De manière générale, l'Économie Solidaire représente une série de manifestations qui visent à générer des revenus à travers d'autres formes d'organisation du travail et de consommation, opposées aux logiques d'exploitation et d'extraction de la plus-value et du « surtravail ».

Cependant, les recherches sur ce thème révèlent un certain nombre de divergences par rapport aux objectifs et aux résultats de ces manifestations. Les chercheurs sont divisés entre ceux qui la considèrent comme un nouveau mouvement social capable de permettre l'émancipation de ses travailleurs (Singer, 2000, 2003, 2004; Gaiger ; Arruda, 2000; Laville, 2005), et ceux, qui la considèrent comme un phénomène éphémère, sans grande capacité à transformer le système capitaliste (Castel, 2005; Quijano, 1998). Pour ces derniers, il s'agit à la fois d'une forme de précarisation du travail en faveur du capital, et d'un accomplissement des fonctions autrefois assumées par l'État, puis délaissées.

Selon Leite, Lima et Araujo (2011), il est nécessaire de reconnaître et d'identifier les possibilités de changement apportées par l'organisation de l'ES en tant que mouvement social, en présentant les cas de résistance, non négligeables, de certaines coopératives de travailleurs. Mais, malgré ses avancées, les auteurs soulignent que ce n'est pas un phénomène qui mènera au socialisme et à la transformation de la société capitaliste en une nouvelle, autogérée, comme le proclamaient certains de ses fondateurs.

En ce sens, Faria (2009) attire l'attention sur les expériences qui cherchent à maintenir les caractéristiques de l'autogestion, mais n'ont pas l'intention de transformer le capital. L'auteur appelle ces expériences des « Organisations Sociales Productives » (OSP). Le fait qu'elles ne disputent pas le terrain du capitalisme les caractérise spécifiquement, et c'est justement parce qu'elles se positionnent comme la contradiction de ce système qu'elles ne remettent pas en question son existence, elles se reposent donc sur leurs esprit et actions critiques pour se légitimer.

Selon Faria (2009), ces « Organisations Sociales Productives » concernent des groupes fonctionnant par unité de production, et, ayant comme principaux objectifs, la production des conditions matérielles de survie, et, la gestion collectiviste du travail au niveau de l'unité de production. Il se réfère aux expériences qui se différencient par leurs caractéristiques d'autogestion partielle selon trois déterminations principales: (i) surmonter la division du travail qui distingue les décideurs et les exécuteurs de façon hiérarchique ; (ii) permettre l'autonomie de décision de chaque unité d'activité ; (iii) permettre l'amélioration de la participation des personnes dans toutes les sphères de l'organisation. Les OSP veulent donc au moins interagir directement dans les rapports de pouvoir entre les travailleurs, et, au sein du processus économique interne.

Dans cette perspective, on peut détacher deux grandes questions à examiner: Quels sont les progrès réalisés dans les Organisations Sociales Productives de l'Économie Sociale et Solidaire ? Qu'est-ce qui est réellement nouveau dans l'organisation du travail de ces expériences ?

Dans la littérature qui traite des possibilités de progrès proposées par les OSP, il y a une certaine emphase sur le développement de l'apprentissage et des nouvelles connaissances acquises par les travailleurs de ces organisations (Gaiger, 2004; Kruppa, 2005; Tiriba et Fischer, 2009). L'intérêt porte principalement sur la formation au travail collectif, qui se transmet à travers les pratiques

sociales de chaque unité, et qui se développe en termes de participation politique, de gestion collective et de nouvelles techniques d'apprentissages (générées par ces nouvelles pratiques de travail).

Selon Kruppa (2005), la formation nécessaire pour permettre un travail collectif est très complexe, l'auteure met l'accent sur l'apprentissage de l'autonomie et sur l'élargissement des connaissances, dont elle présente les conséquences positives dans l'ensemble des OSP. L'idée de la formation apparaît contraire à l'idée de qualification telle qu'elle est définie par le marché du travail et la construction sociale qui l'accompagne, séparant travaux manuel et intellectuel/technique afin d'adapter le travailleur à un profil spécifique.

Cet article se consacrera donc à ces distinctions. À travers l'analyse de quelques expériences pratiques au Brésil, il s'agira d'interroger les qualifications et la formation permettant le travail collectif produit dans la vie quotidienne des OSP interrogées¹. L'idée est de réfléchir à la mesure dans laquelle cette formation contribue à l'autonomie et à l'émancipation des travailleurs, et, dans quelle autre mesure, elle reproduit l'idée de qualification des travailleurs telle qu'elle existe au cœur du marché de travail, à défaut d'avancer dans une posture contestataire.

Il est à noter également que l'article a comme fil conducteur les différences entre les formations et les qualifications des hommes et des femmes dans les OSP, car ma recherche de doctorat a révélé que leurs orientations et évolutions se présentent différemment. Comme le souligne Kergoat (2009), la division sociale du travail est structurée non seulement en termes de classe sociale et de division entre travail intellectuel et travail manuel, mais aussi, en termes de division sexuelle du travail, qui définit différemment la qualification des femmes pour certains emplois (de reproduction), et, la qualification des hommes (productive et de valeur sociale supérieure). Cette façon d'organiser les rapports sociaux a des conséquences importantes au sein des OSP interrogées, elles seront détaillées tout au long de l'article.

Enfin, l'article donnera une brève analyse de la manière dont les politiques publiques du Secrétariat National de l'ES au Brésil (SENAES) pensent la formation et la qualification des travailleurs, et contribuent ou non à leur développement. La conclusion de l'article a été élaborée dans le but de réfléchir aux progrès et difficultés des thèmes présentés.

1. FORMATION ET QUALIFICATION PROFESSIONNELLES DANS LES ORGANISATIONS SOCIALES PRODUCTIVES DE L'ÉCONOMIE SOLIDAIRE

Jusqu'aux années 1990, les recherches autour de la qualification professionnelle ont eu comme référence le livre de Braverman, intitulé "Travail et Capital Monopoly", publié en 1974. Dans les années 80, le thème s'est développé dans les programmes de recherche en sociologie du travail. Puis, dans les années 90, des études sur la qualification ont de nouveau été mises en évidence dans les programmes de recherche, à travers des thèmes sur la restructuration productive et sur les impacts du développement de la microélectronique et des technologies de l'information dans le monde du travail.

Cette période est historique car elle a réorienté l'ensemble de l'organisation des productions, des marchés, des relations au travail et de la classe ouvrière elle-même. Le paramètre de la qualification des travailleurs a changé et a mis un terme à des usages comme la stricte observance des règles, la discipline et la non-communication du salarié fordiste, pour faire appel à de nouvelles connaissances techniques et de nouvelles compétences personnelles des travailleurs.

¹ Recherche de doctorat en sociologie de l'éducation, élaborée au Brésil, à UNICAMP – Université de l'Etat de Campinas - sous la direction de la sociologue Márcia de Paula Leite. La recherche analyse les OSP suivantes: Coopérative de Recyclage "Bom Sucesso" - Campinas/SP; Collective de Femmes du "Assentamento Elisabete Teixeira" – Limeira/SP; Entreprise Récupérée "Catende-Harmonia" – Catende/PE; et Réseau de Femmes Productrices du Nord-Est – Recife/PE.

Selon Hirata (1994, p.129), l'automatisation de la production impliquerait plus de formation pour les travailleurs, c'est-à-dire irait vers la formation d'un travailleur «multifonctionnel». Autrement dit, le processus de restructuration demande qu'un travailleur moderne soit polyvalent, flexible et participatif.

Par conséquent, ces changements vers une innovation paradigmatique ont aussi apporté un changement de signification à l'expression « qualification professionnelle », et renforcé la division du travail dans laquelle «quelques travailleurs sont plus qualifiés et spécialisés que d'autres, et une majorité des travailleurs sont disqualifiés» (Neves et Leite, 1998, p .11). Selon Liedke (2005), ce nouveau paradigme de la notion de qualification a acquis deux dimensions principales, liées et complexes: a) la qualification repose sur des connaissances cognitives (performances techniques, apprentissages théorique et pratique, connaissances techniques et formelles) ; b) la qualification dépend des compétences sociales pour participer et s'adapter à la flexibilité du travail (compétences, elles-mêmes dépendantes de l'appartenance à tels ou tels milieux socio-économiques, familiaux, de sexes ou d'âges).

Dans ce contexte, certaines Organisations Sociales Productives tentent de repenser cette logique. Elles essaient de donner la priorité à la formation qui vise l'émancipation et la capacité des travailleurs à agir, plutôt que les exigences de la qualification qui servent à la formation d'une main-d'œuvre qualifiée et au développement économique (Kruppa, 2005; Nascimento, 2005; Tiriba et Fisher, 2009). À travers cette proposition, le terme « qualification » serait lié aux apprentissages et à la formation professionnelle, collectivement élaborés dans le travail quotidien, dans une relation complémentaire entre éducation et travail.

Pour approfondir cette question, l'article est guidé par différentes expériences étudiées (dans ma recherche doctorale), avec le but de comprendre dans quelle mesure les Organisations Sociales Productives rompent avec la construction sociale de la qualification professionnelle ancrée dans la relation capital/travail, et, comment elles le font au quotidien. Il est utile de considérer que la plupart des employés des OSP de l'Économie Solidaire au Brésil, sont ceux qui ont été (et sont encore) considérés comme déqualifiés par le marché du travail, étant inclus dans des emplois précaires et une trajectoire dans laquelle il y a peu de chances d'obtenir une formation professionnelle.

1.1. Catende-Harmonia : défis d'une entreprise récupérée

La première expérience à observer est la Coopérative Catende-Harmonia, initiative formée par la faillite de l'usine Catende en 1995. L'entreprise de cannes à sucre, située dans une région appelée « Zona da Mata de Pernambuco² », a été récupérée par ses travailleurs, avec le soutien des syndicats de travailleurs ruraux de la région et de l'ANTEAG, l'Association Nationale des Travailleurs et des Entreprises de l'Autogestion.

En résumé, après la faillite de l'usine Catende, les travailleurs sont entrés dans un processus de demande de dépôt de bilan, appelé « masse faillite ». Dans ce processus, l'administration de l'usine est devenue responsable du pouvoir judiciaire et, après de nombreux conflits, le patrimoine de l'entreprise a été négocié comme garantie de ses dettes envers les travailleurs. Le juge, lui aussi, était représenté par un «syndic³» pour administrer le projet. En 2000, ce syndic est devenu un travailleur nommé par l'ensemble des travailleurs salariés de l'entreprise récupérée.

L'usine reprise par les travailleurs s'est développée en complexe formé d'un côté, par l'industrie, et de l'autre, par la constitution d'un « Assentamento de la réforme agraire »⁴, représenté par une

²² La région est composée de cinq comtés/municipalités : Catende, Jaqueira, Palmares, Água Preta et Xexeu.

³ Le nom *syndic* est le nom de la figure juridique au Brésil qui représente le juge de l'État et est nommée par l'État. Dans cette histoire, ce syndic, après avoir été réduit à un représentant, est devenu le « président » ou le représentant de l'usine récupérée. L'intention de ce syndic était de représenter l'ensemble des travailleurs de l'entreprise récupérée.

⁴ Le nom « Assentamento » signifie l'action de faire prendre l'accent à quelqu'un. Dans le contexte de son utilisation, il correspond à l'accentuation (symbolique) mise dans la terre. Au sens sociologique, le nom « Assentamento » représente

coopérative, la Catende-Harmonia. La coopérative a été créée par et pour les partenaires de travail, mais également pour loger les salariés qui ne voulaient pas nécessairement devenir membres de la coopérative de l'entreprise récupérée.

C'est une expérience assez complexe en raison de son ampleur et du fait que l'industrie de la canne à sucre implique un grand conflit politique, dans la lutte pour la terre au Brésil. Cependant, il est intéressant de noter que dans cet article, on se réfère aux préoccupations des dirigeants syndicaux et des travailleurs, à travers les formations politique et technique de ces derniers. Pour les impliquer dans la proposition de la coopérative, les dirigeants syndicaux ont créé des projets d'alphabétisation avec une pédagogie reposant sur des discussions relatives au travail, dont on peut distinguer deux thèmes principaux: a) l'élaboration de la proposition de la coopérative avec les employés, en discutant le processus de violation des droits du travail, à l'origine des expériences de coopératives dans le secteur de la canne à sucre; b) la conscientisation de la trajectoire professionnelle des travailleurs, construite à partir d'un modèle employeur/employé, avec lequel il est difficile de rompre pour accepter et adopter l'autogestion.

Il est intéressant de noter que, historiquement, la région où l'usine est implantée, a vécu un modèle répressif de développement, avec des politiques conservatrices et latifundières, favorisant les grands propriétaires (Andrade, 2010). Cette histoire, marquée par la dépendance et la soumission des travailleurs à un employeur et un grand propriétaire terrien, entraîne de nombreuses difficultés dans le processus collectif de la coopérative Catende-Harmonia.

Le premier projet éducatif a été développé dans les années 1990. L'objectif était d'articuler l'alphabétisation de masse avec les axes politico-civiques décrits plus haut. En 1996, l'équipe de la coopérative Catende-Harmonia a développé un programme de formation intitulé «Catendão ». Plusieurs cours permanents de formation se sont mis en place et des progrès scolaires ont été constatés. Ces actions ont obtenu le soutien des syndicats et de l'ANTEAG. Puis, une nouvelle équipe de formation permanente - Équipe Harmonia – a été formée, composée par des professeurs de l'enseignement technique supérieur, et, par les éducateurs du site, les filles et fils de travailleurs agricoles, ce qui a facilité l'établissement de relations étroites avec les travailleurs. Grâce aux différents projets développés jusqu'au début des années 2000, l'analphabétisme dans la région est passé de 82 à 17%. Dans cette période, les travailleurs ont progressivement adhéré au projet global de la coopérative.

En 2004, un autre grand programme d'alphabétisation des adultes, liant l'alphabétisation à l'activité productive, a vu le jour. L'idée était de construire des cours d'alphabétisation autour de discussions sur les thèmes et actions de la coopérative : l'association communautaire, la participation politique au sein de la coopérative, et les questions concernant l'*Assentamento*.

En plus de ces projets spécifiques, on détache une gamme d'apprentissages que les travailleurs ont décrits en se référant à leurs expériences de participation à la formation de la Coopérative et de l'*Assentamento*. Dans les entretiens menés avec les travailleurs, on note qu'ils se réfèrent souvent à leurs participations aux réunions, aux assemblées et à d'autres activités organisées par les syndicats et par les dirigeants de Catende. Même le travail quotidien suscite des discussions sur le travail collectif et des expériences pratiques de celui-ci.

Les travailleurs ont déclaré dans les entretiens que ces processus éducatifs étaient importants pour que les gens puissent participer publiquement: «Le positif est que l'on apprend à parler, lire,

une occupation rurale, organisée par le mouvement social des travailleurs sans terre. Elle prend la forme d'une occupation dont le but principal est de former une communauté collective unie par la volonté d'une réforme agraire. Ainsi, on doit garder le nom d'*Assentamento* dans le texte. L'*Assentamento* dont on parle, est le résultat de la lutte des travailleurs pour être eux-mêmes propriétaires, pas seulement de l'usine, mais également des terres où ils ont grandi, où ils vivent et où ils travaillent pour couper les cannes à sucre. L'*Assentamento* représente une extension de 26000 hectares de terre, distribués en cinq municipalités et entre 3.500 familles. Toutes ces familles sont entrées dans le processus de la Réforme Agraire et 1300 travailleurs se sont associés à la Coopérative Catende-Harmonia.

interpréter, discuter, nous aimons beaucoup. Parce que les gens sur le terrain n'ont pas de voix, nous asseyons de parler et nous gagnons de la voix, nous comprenons mieux les choses » (extrait d'un entretien avec un des travailleurs de la coopérative).

Cependant, malgré tous les efforts de ces projets, de nombreux travailleurs n'ont pas rejoint le modèle coopératif proposé dans Catende. La trajectoire majoritaire des travailleurs de Catende est celle de travailleurs salariés, très réticents au coopérativisme, car cette forme d'organisation avait déjà été proposée par beaucoup de propriétaires d'usines, mais avec l'intention de précariser leur travail.

En outre, il convient de noter que les classes populaires ont été « qualifiées » pour la soumission et l'acceptation de l'inégalité, et que cela est au cœur d'un débat historique sur la qualification professionnelle. Kruppa (2005) explique que l'éducation historiquement dominante au Brésil, responsable de la formation, que ce soit dans les écoles, dans les cours de formation professionnelle et même dans les universités, contribue à discipliner les travailleurs. Leur trajectoire de qualification suit un modèle qui les place dans la division sociale du travail.

Ainsi, les travailleurs de Catende ont toujours connu et subi les distinctions entre travail intellectuel et travail manuel, technique et servile, entre travail valorisé, bien rémunéré, et travail dévalorisé, sous-payé. Cette histoire rend difficile la rupture avec la logique de division, alors qu'elle permet la construction d'alternatives au développement économique et social de ces travailleurs.

Pendant toutes ces années d'expériences, la principale difficulté de Catende n'a pas seulement été la mise en pratique des formations politique et technique de ses travailleurs, elle s'est aussi étendue à une lutte avec les grands producteurs et propriétaires des usines qui ont toujours remis en question le projet existant. Ce rapport de force a également empêché l'adhésion massive des travailleurs au projet. Après une phase de quelques réalisations (2004/2009), un changement forcé du syndicat de l'usine s'est opéré sous la pression des propriétaires d'usines. Le pouvoir judiciaire a décrété le changement du syndicat en prétendant qu'il avait désobéi à certaines lois.

Selon les personnes entretenues, le syndicat qui représentait les travailleurs a été accusé de corruption et a dû être retiré : « le nouveau syndicat est venu avec la mission de mettre un terme au projet autogéré ... ». Par ailleurs, à ce jour, le processus de faillite n'a pas encore été conclu et les dettes de l'entreprise sont très élevées.

Pendant ce temps, en juin 2010, une inondation a atteint l'usine et a endommagé les machines, les installations et l'hydroélectricité. Les dégâts ont été estimés à environ 22 millions d'euros. L'usine a été fermée pendant près de sept mois et a été réouverte en Janvier 2011. Dans ce scénario, on note la difficulté de la coopérative à faire face à un certain nombre de forces extérieures à l'organisation collective du travail.

On peut noter que dans l'histoire de la Coopérative Catende-Harmonia, il y avait, d'un côté, la lutte quotidienne pour la formation et l'engagement des travailleurs, qui a eu de nombreux résultats positifs sur les processus de travail collectif et d'apprentissage des travailleurs, bien que la trajectoire de soumission, entre eux, soit restée présente, et de l'autre côté, les défis politiques, qui ont empêché le développement de Catende, ce qui a influencé beaucoup de travailleurs à renoncer à ce projet.

En passant en revue l'histoire de l'usine Catende, Araújo (2011, p.12) estime « qu'elle est un exemple des possibilités et des mesures concrètes d'un développement construit sous le contrôle des travailleurs ». Mais, en même temps, l'auteure considère que les nombreuses difficultés exposées et les contradictions politiques internes « ont fait de la réalisation des principes de solidarité, de l'égalitarisme et de l'autogestion, un horizon encore lointain, dans lequel les principaux défis sont encore à relever ».

Comme une façon de surmonter ces difficultés, la Coopérative Catende-Harmonia a présenté une proposition de vente de l'usine à la Petrobras – une entreprise publique. Ainsi, la Coopérative pourrait par exemple, choisir un nouveau représentant et paierait des taux à l'État, inférieurs à ceux d'une banque. Cependant, l'idée n'a pas été adoptée par l'État. Parallèlement, Catende s'est associée à un nouveau projet éducatif, visant à repenser l'identité collectiviste de la région.

1.2. Réseau des femmes productrices du Nord-Est : focus sur le travail et sur la qualification politique des femmes.

Le deuxième exemple décrit le cas des Organisations Sociales Productives liées au Réseau de Femmes Productrices dans le Nord-Est. Le Réseau a été créé en 1996 pour renforcer la solidarité entre les femmes productrices de la campagne et de la ville, et pour donner une meilleure visibilité au travail effectué par les femmes. Chaque groupe au sein du Réseau élit une représentante pour développer des activités et représenter son équipe. Ce réseau est soutenu et organisé par la Maison des femmes du Nord-Est, une ONG féministe qui vise à renforcer l'organisation productive des femmes.

La Maison des Femmes du Nord-Est organise des cours de formation et des qualifications à travers des partenariats, et selon les demandes de chaque groupe. Elle a aussi créé différents cours tout au long de l'année sur les perspectives féministes et a invité les groupes du Réseau à y participer. Une des personnes interrogées a expliqué comment ces cours se déroulent:

« cette semaine je viens de faire un cours à l'école féministe, qui est un partenariat entre la Maison des femmes du Nord-Est, le Centre des Femmes du Cabo, le mouvement des femmes travailleuses rurales, et aussi, l'Université Fédérale de Pernambuco à Caruaru. Il y a 4 modules. Nous étudions l'histoire du genre, la sociologie, l'économie et les sciences politiques, parce que l'une des propositions est que nous, en tant que femmes, nous nous insérons dans l'espace public, c'est-à-dire dans les espaces publics ou le leadership communautaire ».

On observe, dans les cours organisés par la Maison de Femmes, l'accent mis sur la formation politique, dans le but de faciliter la participation des femmes à des propositions de l'Économie Solidaire. Cette formation implique la discussion féministe comme une possibilité d'engagement et d'autonomie des femmes, à travers leur insertion dans des activités productives. Les femmes interviewées ont insisté sur l'apprentissage qu'elles acquièrent dans les différents espaces auxquels elles participent, comme les foires, les échanges avec d'autres entreprises, leur participation à des réunions avec les mairies, les luttes et les marches qu'elles organisent, etc.

Mais, même en reconnaissant cette formation qui se transmet dans leur quotidien, la plupart d'entre elles, valorisent les cours qui sont organisés dans les espaces universitaires et autres espaces scolaires. L'intérêt de participer à des cours techniques pour se qualifier est récurrent dans le discours des personnes interrogées, c'est-à-dire qu'elles participent aux cours qui aboutissent à des diplômes et donnent des valeurs sociales.

On observe que l'idée dominante de la qualification persiste encore. Même si les femmes interrogées reconnaissent les nouveaux apprentissages acquis au quotidien, de même qu'elles reconnaissent qu'on peut construire une relation éducation/travail sans nécessairement utiliser un cours scolarisé, elles se sentent « vraiment » qualifier quand elles reçoivent un diplôme et quand elles participent à des cours structurés de manière traditionnelle.

Neves et Leite (1998, p.11) expliquent que la construction sociale des travailleurs qualifiés comprend un ensemble de connaissances scientifiques, techniques et sociales, qui font leurs capacités professionnelles. C'est exactement cette idée qui est présente dans l'imaginaire des travailleurs.

En observant les trajectoires des personnes interrogées, on remarque que la plupart des femmes faisaient le ménage ou étaient exploitées dans des travaux de couture, de cuisine, etc. Une des personnes interrogées était enseignante, mais en s'éloignant de la profession pour avoir des enfants, elle a trouvé des difficultés pour réintégrer sa salle de classe quand elle a décidé de retourner au travail, ce qui l'a conduite à travailler dans une OSP. Une autre personne interrogée était couturière pour une entreprise dans laquelle elle était forcée de travailler avec une chemise de couleur spécifique pour marquer son espace de déplacement dans l'entreprise. Elle ne pouvait pas aller à l'administration ou à la cafeteria, par exemple. Elle devait rester dans un espace limité à la machine à coudre. De plus, chaque jour, elle était fouillée avant de quitter le travail. Ces femmes montrent que le manque de qualifications socialement reconnues et d'études, les maintient dans des emplois précaires. En effet, de nombreuses femmes réalisent des travaux peu qualifiés et sous-payés, en se limitant à des métiers manuels, de soin à d'autres, avec peu de valeurs sociales (Leite et Rizek, 1998). Une grande partie d'entre elles, ont eu des difficultés à se qualifier pour évoluer professionnellement, surtout à cause de leurs activités domestiques.

Kergoat (2009) explique que les femmes sont dirigées, et se dirigent elles-mêmes, vers ces emplois parce que leur travail est, en général, défini par des caractéristiques, jugées « naturelles » aux femmes. Autrement dit, le travail de soins, avec l'attention, l'empathie, la délicatesse, et autres aptitudes émotionnelles, est moins valorisé, non parce que le travail n'est pas qualifié, mais parce qu'il est développé à partir de caractéristiques attribuées à la nature des femmes. Ces caractéristiques sont exploitées par le marché de travail, et sont entendues comme naturelles (c'est-à-dire innées) pour toutes les femmes et non, comme une qualification spécifique (acquise) pour le travail. Alors que les emplois masculins qui impliquent la manipulation de la machinerie pénible et de la force physique, sont plus valorisés, parce que leurs compétences sont définies comme le résultat de processus de qualifications professionnelles.

Ce constat ne signifie pas que les femmes ne sont pas qualifiées, mais il essaie de montrer qu'elles sont qualifiées dans le travail reproductif, qui leur est réservé. Comme Kergoat l'a bien montré (1986, p. 84), «les femmes ont une formation appropriée aux emplois qui leur sont offerts» et elles «sont bien formées pour la totalité du travail reproductif ».

Ainsi, dans les OSP interrogées, les femmes ont la chance d'apprendre des choses auxquelles elles n'ont jamais eu accès dans les emplois qu'elles occupaient. Donc, beaucoup d'entre elles améliorent considérablement leur esprit critique et leur capacité d'agir politiquement, acquis dans le travail quotidien de ces OSP.

Finalement, les personnes interrogées estiment que les apprentissages transmis dans le travail quotidien des OSP les qualifient pour le travail et pour la vie pratique, et elles considèrent, en plus, avoir le droit de se qualifier professionnellement, même pour décider si elles vont poursuivre ou non leur travail dans les OSP. On note que certaines aimeraient être en mesure de s'insérer dans le marché du travail, surtout si elles travaillent dans une OSP qui ne marche pas bien économiquement.

1.3. Collectif des femmes du MST : spécificités d'une organisation de femmes dans le mouvement social

Le troisième cas se réfère au Collectif des Femmes productrices de l'Assentamento Elisabeth Teixeira, sous l'organisation du Mouvement des Travailleurs Sans Terre - MST. Dans cette OSP, des femmes participent à un projet d'éducation des adultes, qui vise à relier l'éducation et le travail par des cours d'alphabétisation et des discussions pédagogiques et critiques dont le but est d'élargir les connaissances des participantes, à travers des réflexions sur des questions telles que la réforme agraire, le travail agricole, la sécurité alimentaire, le travail des femmes rurales, etc.

Selon les personnes interrogées, les apprentissages de la lecture et de l'écriture acquis dans ce projet sont importants pour les aider à être dirigeants et à occuper certains postes, car ils améliorent leurs discours et augmentent leurs connaissances, ces personnes se sentent donc plus fortes pour se positionner dans des espaces différents et jusque-là, peu accessibles. En plus, le projet d'éducation contribue également à la gestion quotidienne du collectif des femmes: pour faire des calculs mathématiques, pour planifier le travail, pour faire de la vente et des foires commerciales, etc. Aussi, elles se sentent plus valorisées et développent plus d'estime d'elles-mêmes, à partir de leurs nouvelles connaissances et possibilités.

En outre, la recherche a identifié que les apprentissages effectifs les plus importants correspondent à ceux qui sont prévus par le MST, comme par exemple, les réunions et les assemblées de la création de l'*Assentamento*, les réunions pour la formation de la conscience critique de la lutte pour la terre, etc.

Selon les personnes interrogées, à partir des réunions que le militantisme du MST organise, les gens commencent à acquérir une conscience critique significative sur les inégalités sociales. Pour eux, en plus de dépasser le fait d'être analphabètes et leur trajectoire d'emplois précaires antérieurs, le mouvement enseigne à survivre dans la lutte et dans la vie quotidienne:

« J'ai beaucoup appris. J'ai appris le sens du mouvement, j'ai appris qui sont les sans terre, le mouvement m'a beaucoup appris, tu comprends? Je ne pouvais pas parler correctement, ni participer aux réunions de coordination, ni voyager. Maintenant, on me dit : «Ah, vous avez une activité professionnelle dans le grand São Paulo, on y va ? », on me propose des choses dans l'organisation de l'*Assentamento*... Donc, tout cela m'a vraiment ouvert la tête et maintenant encore plus avec l'aide de l'EJA, j'apprends plus ».

Dans cette OSP, les femmes interrogées sont moins concernées par le certificat que par l'apprentissage qui permet des changements dans leur vie quotidienne et dans la position qu'elles occupent dans l'*Assentamento*. C'est-à-dire, qu'au-delà de la valeur symbolique, elles se sentent qualifiées pour le travail dans le mouvement social. Selon Singer (2000), ces enseignements de la pratique quotidienne signifient un acte pédagogique avec une fin en soi, capable de former efficacement les travailleurs pour le travail collectif.

En ce sens, nous observons que, même si le terme qualification apparaît employé différemment dans chaque OSP étudiée, il se rapporte communément à une formation qui pousse les travailleurs à l'autonomie, et non à remplir les exigences liées à la formation de main-d'œuvre. Ainsi, il est évident, comme le pointe Nascimento (2005), Tiriba et Fischer (2009), que la tentative de construire un autre projet d'organisation du travail nécessite aussi une autre façon de former les travailleurs et d'utiliser le terme qualification.

Guidé par les conclusions de Nascimento (2005), on observe que la qualification dans l'Économie Solidaire se traduit notamment par la capacité d'agir des travailleurs et par le besoin de formations. On peut distinguer cette forme de qualification en trois axes : a) une formation technique - nécessaire à chaque expérience selon ses spécificités et complexités, et capable d'élargir les succès économiques de chacune ; b) une formation sociopolitique - la base pour la réflexion sur le rapport capital-travail et pour activer la fonction de mouvement social, qui est d'animer la lutte contre différentes inégalités ; c) une formation culturelle et solidaire – base nécessaire pour mettre en pratique et maintenir le travail collectif et solidaire.

À cette conceptualisation de la qualification, cet article ajoute un quatrième point: la formation pour les problèmes spécifiques aux rapports de sexes, avec un point de vue engagé sur la division sexuelle du travail, au sein de ces OSP. Comme nous l'avons vu, les femmes se forment professionnellement dans ces OSP, ce qui représente un nouvel élément quand on considère leur trajectoire de travail.

Cependant, il y a encore beaucoup de problèmes à affronter dans ce sens, comme on le verra dans le prochain exemple.

1.4. Rapport de genre et coopératives de recyclage : défis d'un secteur

La Coopérative de tri des matières recyclables « Bom Sucesso », située à Campinas/SP, s'est structurée à partir de 2002, en faisant partie du programme de collecte sélective de la ville, qui a été organisée à la suite de la fermeture des décharges par une politique d'État. Dans ce processus, les travailleurs des décharges ont dû s'organiser pour construire des coopératives. Selon la présidente de la coopérative, avec la fermeture des décharges, les gens ont dû construire des coopératives, parce que sans diplôme et avec peu d'expérience, ils ne pouvaient pas trouver un autre emploi.

La coopérative qui a commencé avec 34 participants, se compose aujourd'hui de 18 membres, 4 hommes et 14 femmes. Elle reçoit chaque mois, entre 25 et 30 tonnes de déchets qui sont triés et séparés selon le type des matériaux.

On remarque la grande majorité de femmes dans cette coopérative, qui n'a rien de nouveau dans le secteur du recyclage. Selon les estimations du Mouvement National des Collecteurs de matériaux recyclés (MNCR), les femmes représentent 75% des membres. Plusieurs recherches réfléchissent aux raisons pour lesquelles le secteur attirent les femmes, ainsi qu'elles renseignent sur ses chances de féminisation (Costa, 2007; Wirth, 2010; Neves, 2009). Dans ces études, le lien entre la précarité des conditions de travail dans ce segment professionnel et la prévalence de la main-d'œuvre féminine, est traité de manière centrale.

Au Brésil, les motifs convergeant à l'inclusion des femmes dans les coopératives de recyclage étaient liés au croisement des taux de chômage particulièrement élevés chez les femmes dans les années 90 et le début des années 2000, et à la montée du mouvement encourageant la création de coopératives dans ces mêmes années. Cette situation s'est aggravée du fait que le secteur ne nécessite pas de niveaux élevés de formation, ce qui attire beaucoup de femmes au chômage, en particulier celles qui ont plus de 40 ans et peu d'années d'études.

Dans les entretiens réalisés dans la Coopérative Bom Sucesso, on a constaté que les femmes définissent le travail de recyclage comme un travail plus approprié aux femmes. Les principaux points évoqués pour justifier cette idée reçue sont: a) les hommes sont mieux formés et peuvent chercher un travail plus valorisé ; b) les hommes ne supportent pas d'être dirigés par des femmes et le président de la Bom Sucesso est une femme ; c) dans la coopérative, il y a des avantages pour les femmes, répondant notamment à leur besoin d'horaires flexibles, parce qu'elles ont besoin d'emmener leurs enfants à l'école, de participer aux activités familiales et ménagères, supposées être des activités que les hommes ne prennent pas en charge ; d) la plus part des femmes qui travaillent à la coopérative ont besoin de travailler et doivent soutenir seule leur famille, car il existe beaucoup de familles monoparentales, ce qui diminue la possibilité de choix de ces femmes.

En ce sens, la recherche menée par Wirth (2010, p. 198) dans les coopératives de recyclage, a montré que pour les femmes, le travail, en plus de représenter une occupation « de longue durée et avec une rémunération significative dans leur trajectoire professionnelle », offre la possibilité de « mieux concilier les activités productives et reproductives ». L'auteure note qu'il s'agit d'une caractéristique remarquable dans tous les témoignages de femmes. En revanche, cette question ne figure pas dans les témoignages d'hommes (Wirth, 2010, p.198). L'auteure fait remarquer qu'en aucun cas les hommes ne citent les travaux de la coopérative comme permettant d'effectuer les tâches ménagères.

En ce qui concerne la flexibilité du travail, malgré les avantages acquis par les femmes, les problèmes auxquels Wirth (2010) fait référence concernent le traitement des absences des femmes.

Leurs absences sont acceptées, mais elles ne sont pas prises en charge financièrement par les coopératives. Elles peuvent donc être absentes, mais elles reçoivent un salaire plus faible et elles doivent travailler après pour rétablir la production. En effet, cette flexibilité attire les femmes, mais elles doivent supporter individuellement les conséquences de leurs absences.

En réfléchissant à des exemples comme celui-ci, Neves (2009, p.13) indique que l'Économie Solidaire a le potentiel de contribuer à la lutte féministe, car elle ouvre un espace de travail collectif, permet la génération de revenus et encourage les femmes à la participation dans le leadership. Mais, l'ES a encore besoin de faire d'autres débats dans le but d'améliorer le travail de reproduction et de couper avec la naturalisation féminine du travail de soins. Pour ce faire, l'auteure souligne la nécessité de visualiser le «travail reproductif comme partie intégrante et nécessaire de la chaîne de production ».

On observe, par exemple, dans la Coopérative Bom Sucesso, la forte présence des représentations sociales qui alimentent la division sexuelle du travail: les hommes dans les travaux les plus valorisés et qualifiés, c'est-à-dire situés à l'étape de pressage de la matière, et les femmes, dans des emplois qui ne nécessitent pas de compétences techniques et qui sont flexibles.

Bien que dans la pratique quotidienne, les femmes effectuent tous les travaux de la coopérative, y compris la presse (en raison de l'absence régulière des hommes qui ont souvent d'autres activités professionnelles rémunérées en parallèle), elles disent que les hommes devraient être responsables du travail le plus pénible. Dans l'imaginaire de la coopérative, cette division est claire et bien définie.

Il est à noter que les travaux sur la presse, entendus comme une activité masculine, correspondent à l'une des tâches les plus prestigieuses de la coopérative, car elle est la clé de la vente des matériaux. Malgré le fait que cette activité soit la plus valorisée, le travail de presse correspond à une activité qui est aussi pénible pour les hommes que pour les femmes, et par ailleurs, les hommes qui développent cette activité ont un âge compris entre 50 et 60 ans. Dans ce scénario, les femmes interrogées reconnaissent que l'idéal serait de s'appuyer sur la technologie de machines spécifiques pour effectuer ces tâches physiques, ce qui permettrait de préserver les hommes et les femmes de cet effort. Cependant, elles continuent de penser que, même avec les machines, le travail à gérer devrait être réservé aux hommes.

Comme l'a analysé Martin (2003, p. 72), il est clair que «la division sexuelle du travail dans les coopératives de recyclage, est manifestée et maintenue, en partie, à cause de l'allégation de compétences spécifiques déterminées par le sexe de chaque travailleur ». Dans cette division, le travail pénible et la technicité sont deux points qui symbolisent la qualification, le pouvoir et le contrôle sur la nature, et sont associés aux hommes, tandis que les services relationnels, simples et sans beaucoup d'exigences de qualification, sont des fonctions interprétées comme appartenant à un univers inhérent à la nature féminine.

En analysant l'évolution historique du travail des femmes, Gardey (2003) identifie qu'il n'y a pas de relation directe entre la qualification, la technologie et la valorisation du travail des femmes. Depuis le XIXe siècle, l'auteure observe que les caractéristiques comprises comme féminines ne représentent pas des compétences suffisantes pour que le travail soit considéré comme qualifié. Elle met en évidence que les processus de qualification sont sexués et la manière dont les représentations sociales du genre influent directement sur cette question d' « attribution genrée ».

Cette dichotomie ouvre un accès différent aux hommes et aux femmes dans les qualifications pour le travail, surtout si on considère que la domination de la technique est devenue l'objet d'une dispute dans les sociétés modernes.

Par ailleurs, les études qui analysent le secteur indiquent une avancée significative de la qualification des femmes à travers leur implication politique, leur occupation croissante de postes de leadership, et leur participation à des réunions dans différents espaces de la sphère publique (Costa, 2007; Martins, 2003). Il n'est pas rare de trouver dans les entretiens que les femmes ont « appris à

parler », c'est-à-dire à exprimer leurs opinions, et ont également acquis de nouvelles connaissances, chose impensable dans leur vie comme domestiques ou dans d'autres emplois précaires de leur trajectoire professionnelle. On peut ajouter le témoignage récurrent de l'augmentation de leur réseau de contacts et de solidarité, qui va tout à fait dans le sens du développement de leur vie politique et sociale.

Cette possibilité apparaît également dans d'autres secteurs étudiés, déjà mentionnés dans cet article. Cependant, ce qui s'est révélé nouveau dans la recherche de ce secteur, est la comparaison de l'apprentissage chez les hommes et les femmes. On peut dire que pour les femmes, les apprentissages acquis ont été compris comme une qualification professionnelle, ce qui n'a pas été le cas pour les hommes. Plus précisément, les aspects tels que l'apprentissage quotidien et la réelle participation politique n'étaient pas courants dans le discours des hommes, car ils ne participent pas aux espaces collectifs et ils accèdent à moins d'informations sur la coopérative elle-même. De ce fait, ils n'utilisent pas ces espaces pour se former professionnellement, contrairement aux femmes.

Dans la Coopérative Bom Sucesso, on a identifié que les hommes vont rarement à des réunions en dehors de la coopérative et ne comprennent pas que ces espaces peuvent servir à les qualifier pour un poste. Ces tendances masculines s'ajoutent à celles de l'inconfort de recevoir un salaire égal à celui des femmes, d'effectuer les mêmes tâches qu'elles, ainsi qu'à la tendance à l'aversion d'être dirigé par des femmes.

En revanche, les femmes participent à des cours, des réunions, des mouvements, des activités d'échange avec d'autres coopératives, entre autres activités qui font partie du monde du travail productif et socialement qualifié, jusque-là inconnu par beaucoup d'entre elles. Ainsi, ce qui apparaît comme «nouveau» dans la qualification des femmes, ne semble pas l'être pour les hommes, parce que ces derniers avaient déjà, en général, la chance d'obtenir une formation professionnelle dans d'autres secteurs, et cela tout au long de leur vie.

Pour eux, le chômage et le supplément de revenu sont les facteurs les plus importants de leur implication dans les coopératives de recyclage. Pour les femmes, les aspects de la qualification professionnelle, de l'apprentissage et de la politique s'ajoutent au chômage lorsqu'elles s'expliquent sur leur présence dans ce secteur d'activités.

Face à ce constat, on peut dire que les OSP de l'Économie Solidaire contribuent à la qualification des femmes, compte tenu notamment de leurs carrières antérieures sur le marché du travail, en particulier pour les femmes qui n'ont pas eu accès à l'éducation ou à la formation professionnelle. Ce facteur constitue une orientation importante pour le développement du potentiel de travail des femmes dans ce mouvement.

Cependant ces OSP ne sont toujours pas suffisantes pour représenter une transformation dans le processus de division sexuelle du travail. Par conséquent, il est nécessaire de renforcer l'idée que le secteur a besoin d'être analysé et interprété en tenant compte de la participation des femmes, de leurs réalisations et leurs difficultés à modifier le rôle qu'elles occupent dans la division sexuelle du travail. En même temps, ce constat indique la nécessité de construire des politiques publiques pour le secteur, qui favorisent des relations équitables entre les sexes, et qui pourraient contribuer à une politique de travail plus juste pour un nombre important de femmes. Cependant, les politiques publiques de l'ES ne vont pas dans cette direction, comme on le verra plus loin dans cet article.

2. BREF REGARD SUR LES POLITIQUES PUBLIQUES DE QUALIFICATION EN ÉCONOMIE SOLIDAIRE AU BRÉSIL

Le Secrétariat National de l'Économie Solidaire au Brésil (SENAES), a développé les «Termes de référence pour l'Économie Solidaire», dans le plan de qualification nationale (PNQ), développé de 2003 à 2007. L'objectif de cette déclaration était de présenter l'ES comme une stratégie pour faire face au chômage et à l'exclusion sociale, en prenant comme point de départ la qualification professionnelle des travailleurs. Cette stratégie a été élaborée en partenariat avec le ministère de la qualification, appartenant au ministère du Travail et de l'Emploi.

De cela, différents projets de qualification des travailleurs ont été mis au point par ce ministère, et des stratégies propres à l'Économie Solidaire ont été incluses dans leur programme de qualification professionnelle. À titre d'exemple, nous mettons en évidence les deux grands projets qui ont été développés: 1) Projets spéciaux de qualification - ProEsQs: qui ont prévu le développement de matériaux/supports didactiques pour la qualification destinée au public de l'ES; 2) Plan sectoriel de Qualification de l'Économie Solidaire - PlanSeQ: responsable de systématiser la méthodologie des processus pédagogiques de la promotion de l'ES.

Une deuxième forme d'action du SENAES a été d'articuler les actions de formation en ES avec l'éducation des jeunes et des adultes (à travers un projet nommé EJA), et avec les questions spécifiques de l'Économie Solidaire à propos des moyens et des supports nécessaires au processus d'alphabétisation, à l'augmentation de la scolarisation et à l'éducation continue.

Un autre projet a mis en place la formation des gestionnaires gouvernementaux responsables des politiques publiques de l'Économie Solidaire au niveau des gouvernements municipaux, fédéraux et étatiques, en partenariat avec le Réseau des gestionnaires du secteur public de l'ES. En parallèle, le SENAES a commencé à construire des Centres de Formation de l'Économie Solidaire (CFES), en essayant d'offrir une politique de formation plus structurée.

Si d'une part, ces actions représentent d'importants projets de promotion dans la qualification en ES dans le pays, on constate d'autre part, comme l'a présenté l'ANTEAG (l'Association Nationale des Travailleurs et des Entreprises de l'Autogestion, en 2005), que ces initiatives ne développent pas un processus de formation continue, ce qui se confirme non seulement dans la phase d'incubation des Organisations Sociales Productives de l'ES, mais aussi, tout au long de leur développement.

L'ANTEAG souligne surtout la nécessité pour les groupes de formation, de traiter des questions relatives aux cours, dans les domaines de renforcement des services juridiques, comptables, administratifs et de formation pour la solidarité, mais avec une attention particulière pour les nouvelles techniques, technologies et méthodes de chaque secteur. L'ANTEAG détaille ainsi sa proposition (2005, 163 p.):

« Une partie de la formation de l'Économie Solidaire serait grandement facilitée par une éducation critique, où les mécanismes et les conséquences de cette société ne seraient pas naturalisés comme la seule relation possible avec le monde. La discussion sur les questions environnementales, entre autres, est déjà arrivée à l'école, mais la relation qu'elle entretient avec les questions du travail, est encore rarement prise en compte, parce que les formes d'organisation du travail ne sont pas encore en cours de discussion dans la société dans son ensemble, et les gens, en général, sont éduqués pour être salariés/employés, et non pour remettre en question l'organisation patron/employé ».

En termes de politique pour la qualification, l'ANTEAG a critiqué le format très limité des projets du PNQ, même par rapport à l'Économie Solidaire. Pour l'Association Nationale, en s'adaptant au format des programmes élaborés par le gouvernement, qu'ils soient nationaux, régionaux ou locaux, «les exigences réelles des entreprises récupérées/ coopératives restent en deuxième plan ».

Ainsi, en analysant brièvement les programmes mentionnés ci-dessus, on doit considérer, tout d'abord, l'effort du SENAES à élaborer des projets bénéfiques à l'Économie Solidaire, bien qu'incomplets, nous ne pouvons ignorer que le SENAES a élaboré des projets pour favoriser l'expansion de la formation en ES. Ils se distinguent avant tout, par la systématisation et le développement de contenus pédagogiques sur l'ES, et, par la formation de gestionnaires publics pour travailler avec les OSP.

Mais, en même temps, on note l'inefficacité des programmes à atteindre l'objectif de la qualification des travailleurs, censée répondre à la demande de formation professionnelle qui permet l'émancipation des travailleurs, de même que leurs capacité et pouvoir d'agir. Ces programmes sont loin de la formation indiquée et désirée par les groupes sondés, dans laquelle le contenu concerne le quotidien du travail, avec les besoins spécifiques de chaque OSP. Comme l'a souligné Kruppa (2005), si l'ES souhaite organiser différemment le travail, les formations des politiques publiques et des politiques d'éducation du pays, elle a également besoin d'être relayée par d'autres moyens et supports, ce qui est loin de la réalité des projets du SENAES.

CONCLUSION

Cet article a cherché à discuter la manière dont les Organisations Sociales Productives de l'Économie Solidaire essayent de développer la qualification et la formation de leurs travailleurs, et, d'identifier leurs principales réalisations et difficultés à travers des recherches menées dans de multiples expériences au Brésil.

En résumé, l'analyse a révélé que, malgré le fait de ne pas rompre complètement avec le modèle de qualification du rapport capital/travail, les OSP étudiées développent des caractéristiques pertinentes pour fournir aux travailleurs des possibilités de formation, avec plus de chances d'émancipation et d'expansion de leur capacité d'action. Cette constatation s'est révélée particulièrement prégnante pour les femmes, qui ont montré des trajectoires de précarité dans le marché du travail et ont été exclues du droit à la formation professionnelle.

En ce sens, la formation permise dans le travail quotidien des OSP représente un progrès très important pour certains travailleurs, qui ne pouvait pas être vécu dans des emplois antérieurs. Il convient surtout de noter la place de la formation politique, recherchée et acquise dans la plupart des OSP, ainsi que l'étendue des mouvements qui s'y rapportent.

L'article a révélé que, pour le succès des expériences de qualification dans les Organisations Sociales Productives, il est nécessaire de mener des politiques qui favorisent une éducation permettant l'acquisition de connaissances essentielles pour l'autonomie humaine, qui sont encore loin d'ébranler les objectifs de la proposition de l'économie dominante, qui qualifie les hommes et les femmes pour jouer des rôles prédéfinis par la division sociale du travail.

Bien que les OSP présentent des progrès au niveau des pratiques sociales et dans les nouvelles façons de former des professionnels, ces améliorations ne sont pas suffisantes pour lancer un changement important dans les divisions sociale et sexuelle du travail, ou pour établir une nouvelle définition de la qualification professionnelle dans des projets de grande ampleur.

On observe que l'État permet l'existence de ces OSP et même collabore avec quelques projets éparés. Cependant, il ne comprend pas l'Économie Solidaire comme une politique de développement, et la laisse en marge. On peut d'ailleurs se demander si des initiatives alternatives et de résistance peuvent naître en dehors de cette marge.

BIBLIOGRAPHIE

- ANDRADE, Marinaldo Silva de. Usina Catende: uma caminhada para a harmonia. In NETO, José Francisco de Melo; LIMA, Lenivaldo Marques da (orgs.). **Usina Catende: para além dos vapores do diabo**. João Pessoa: Editora Universitária UFPB, 2010.
- ANTEAG. **Autogestão e Economia Solidária. Uma nova metodologia**. 2º vol. Brasília: Ministério do Trabalho e Emprego, 2005.
- ARAÚJO, Ângela Maria Carneiro. **Os sentidos do Trabalho da Mulher no contexto da Reestruturação Produtiva**. XV International Congresso Women'n Health Issues. São Pedro, 2004. p. 1-24.
- ARRUDA, Marcos. Um novo humanismo para uma nova economia. In KRAYCHETE, Gabriel; LARA, Francisco; COSTA, Beatriz. **Economia dos setores populares: entre a realidade e a utopia**. Petrópolis: Editora Vozes, 2000. p.192-204.
- CASTEL, Robert. **As metamorfoses da questão social** – uma crônica do salário. Petrópolis: editora Vozes, 2005. 4ed.
- COSTA, Bianca Lima. **Em busca de autonomia: A trajetória de mulheres na Economia Solidária**. Dissertação de Mestrado: Belo Horizonte – PUC, 2007.
- FARIA, José Henrique de. **Gestão Participativa: relações de poder e de trabalho nas organizações**. São Paulo: Editora Atlas S.A, 2009.
- GARDEY, Delphine. Perspectivas históricas. In MARUANI, Margaret; HIRATA, Helena. **As novas fronteiras da desigualdade: homens e mulheres no mercado de trabalho**. São Paulo: editora SENAC São Paulo, 2003.
- GAIGER, Luís Inácio (org.). **Sentidos e Experiências da Economia Solidária no Brasil**. Porto Alegre: Editora da UFRGS, 2004.
- HIRATA, Helena. Da polarização das qualificações ao modelo de competência. In: FERRETTI, Celso João et al. **Novas tecnologias, trabalho e educação: um debate multidisciplinar**. Petrópolis, RJ : Vozes, 1994.
- KERGOAT, Daniele. Em defesa de uma sociologia das relações sociais. Da análise crítica das categorias dominantes á elaboração de uma nova conceituação. In: KARTCHEVESKY-BULPORT, Andrée. **O sexo do trabalho**. Rio de Janeiro: Paz e Terra, 1986.
- _____. Divisão Sexual do Trabalho. In HIRATA, Helena. **Dicionário Crítico do Feminismo**. São Paulo: editora UNESP, 2009. p. 67-75.
- KRUPPA, Sônia M. Portella. Uma outra economia pode acontecer na educação: para além da Teoria do Capital Humano. In KRUPPA, Sônia M. Portella (org.). **Economia solidária e educação de jovens e adultos**. Brasília: Inep, 2005.
- LAVILLE, Jean Louis. FRANÇA, Genauto Carvalho da; MAGNEN, Jean-Philippe. **Action publique et économie solidaire : une perspective internationale**. Toulouse : Éditions érès, 2005.
- LEITE, Márcia de Paula; ARAÚJO, Ângela Maria Carneiro; LIMA, Jacob Carlos. Relatório Final - PROJETO TEMÁTICO FAPESP: **A crise do trabalho e as experiências de geração de emprego e renda: as distintas faces do trabalho associado e a questão de gênero**. Período: 31/05/2010 – 30/03/2011. Campinas, 2011.
- LEITE, Marcia P., RIZEK, Cibele S. Cadeias, complexos e qualificações. In NEVES, Magda de A.; LEITE, Marcia de Paula (orgs.). **Trabalho, Qualificação e Formação Profissional**. Série II Congresso Latino Americano de Sociologia do Trabalho. São Paulo; Rio de Janeiro: ALAST, 1998.
- LIEDKE, Elida Rubini. Reestruturação produtiva e qualificação para o trabalho. In GITAHY, Leda; LEITE, Márcia de Paula. **Novas Tramas Produtivas. Uma discussão teórico-metodológica**. São Paulo: editora SENAC, 2005. p. 171-186.
- MARTINS, Clitia Helena Backx. **Trabalhadores na reciclagem do lixo: dinâmicas econômicas, sócio-ambientais e políticas na perspectiva de empoderamento**. Porto Alegre: UFRGS, 2003. (Tese de Doutorado, PPGS, Instituto de Filosofia e Ciências Humanas, UFRGS).
- MELLO, Sylvia Leser de. Saber e fazer, fazer e aprender: escola itinerante, política pública e Economia Solidária. In KRUPPA, Sônia M. Portella (org.). **Economia solidária e educação de jovens e adultos**. Brasília: Inep, 2005.

- NASCIMENTO, Cláudio. Educação como elemento estruturante da Economia Solidária. In KRUPPA, Sônia M. Portella (org.). **Economia solidária e educação de jovens e adultos**. Brasília: Inep, 2005.
- NEVES, Magda de A.; LEITE, Marcia de Paula. Qualificação e Formação Profissional: Um Novo Desafio. In NEVES, Magda de A.; LEITE, Marcia de Paula (orgs.). **Trabalho, Qualificação e Formação Profissional**. Série II Congresso Latino Americano de Sociologia do Trabalho. São Paulo; Rio de Janeiro: ALAST, 1998.
- NEVES, Magda de Almeida . Gênero, Trabalho e Vulnerabilidade social. **Associação de estudos latino-americana – Lasa**, Rio de Janeiro. junho 2009.
- QUIJANO, Aníbal. **La Economía Popular y sus caminos en La America Latina**. Mosca Azul Editores, 1998.
- SINGER, Paul. **Economia Socialista**. São Paulo: Editora Fundação Perseu Abramo, 2000.
- _____. Economia Solidária. In CATTANI, Antonio David. **A outra economia**. Porto Alegre: Veraz Editores, 2003. p.116 – 125
- TIRIBA, Lia; FISCHER, Maria Clara. Saberes do trabalho associado. In CATTANI, Antonio, D. LAVILLE, Jean-Louis; GAIGER, Luis Inácio; HESPANHA, Pedro. **Dicionário internacional da outra economia**. Coimbra: Editora Almedina, 2009. p.293-298.
- WIRTH, Ioli Gewehr. **Mulheres na triagem, homens na prensa**. Questões de gênero em cooperativas de catadores. Dissertação de Mestrado: Campinas – UNICAMP, 2010.